

Vidéoprotection : gaffe aux abus

SÛRETÉ. À l'occasion d'une réunion d'information sur la vidéoprotection qui s'est tenue hier dans les locaux de la DSP, les autorités ont souhaité faire le point avec les installateurs sur le cadre légal qui entoure la mise en place de tels appareils. Une solution efficace mais qui laisse encore trop souvent la place à des abus au niveau de la législation.

"Big brother is watching you." Depuis la mise en place des caméras de surveillance dans la ville de Papeete, il est de moins en moins possible d'échapper au regard de cette nouvelle technologie dite de la "vidéoprotection".

Un système dont s'équipent de plus en plus les établissements privés - comme les petits commerces - ou publics. L'outil présente de nombreux avantages, comme en atteste le référentiel de la Direction de la sécurité publique (DSP): "Nous faisons en sorte que les commerces et établissements privés procèdent à l'installation de ces caméras pour eux d'abord, parce qu'elles participent à la dissuasion de la commission d'actes délictueux, et pour nous également parce qu'elles agissent de fait dans l'identification des auteurs d'infraction. On a l'un comme l'autre, tout intérêt à avoir ce genre de système". Cet outil de lutte contre la petite délinquance (vols, dégradations...) a donc fait ses preuves, notamment en cette période de "recrudescence des actes de délinquance qu'on ne peut pas uniquement mettre sur le dos de la crise", poursuit le policier.

Des systèmes non autorisés. Mais le fait d'enregistrer des images de personnes déambulant librement dans des lieux publics ou des enseignes marchandes est soumis à une législation rigoureuse. Une réunion a donc été organisée hier dans les locaux de la DSP pour tenir informés les installateurs de ce type d'appareils. "Certains l'ont peut-être oublié ou ne la connaissent pas. On aura au



Si nombre d'établissements publics et privés ont aujourd'hui fait le choix de la vidéoprotection, le fait de filmer des personnes dans un lieu public reste soumis à un encadrement légal rigoureux.

moins un son de cloche qui sera le même pour tous. On s'est rendu compte que dans les établissements, privés ou publics, qui ont installés des caméras certains systèmes n'ont pas été déclarés donc non autorisés", explique-t-on à la DSP. Le haut-commissariat a donc publié hier un communiqué rappelant les principes généraux pour être autorisé à filmer dans son établissement. Il rappelle que la mise en place de caméras est soumise à autorisation préalable, après dépôt d'un dossier technique et examen par une commission consultative spécialisée présidée par un magistrat.

La sanction est lourde. Toute installation de caméras de vidéoprotection sans autorisation préalable constitue un délit puni de trois ans d'emprisonnement et 5 399 000 Fcfp d'amende. Une fermeture administrative de l'établissement peut, en outre, être prononcée par le haut-commissaire pour une durée de trois mois renouvelables, après une mise en demeure non suivie d'effets. Le haut-commissariat rappelle également que seules les autorités publiques sont habilitées à filmer sur la voie publique. Dans un tel cas de figure, il convient de déposer au haut-commissariat un dossier de demande d'autorisation. Afin de faciliter

les démarches des particuliers et des professionnels à l'obtention de cette autorisation.

Les pièces à fournir pour la constitution du dossier sont téléchargeables sur le site Internet du haut-commissariat à l'adresse suivante : <http://www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr> (rubrique "Démarches locales" puis "Autorisation vidéoprotection").

PAEA. Incendie "calmé" mais en surveillance sur les hauteurs

Après une nuit sur le qui-vive, les pompiers de Paëa ont pu se reposer hier. Deux foyers s'étaient allumés mercredi midi au niveau du PK 26,4 sur les hauteurs, mais étaient trop inaccessibles pour y déployer les soldats du feu. La caserne de Paëa a donc surveillé jusqu'à tard dans la nuit l'évolution de l'incendie. Après une reconnaissance effectuée hier matin, le feu était toujours en surveillance sur ordre de la mairie, mais il semblait s'être calmé. Les pompiers s'orientent vers une origine accidentelle de l'incendie, évoquant des feux de déchets végétaux qui se seraient propagés. Plus de peur que de mal, puisque la plus proche habitation menacée était située à 200 mètres de l'incendie et était hier soir hors de danger.

FAA'A. Un barbecue mal éteint créé un départ de feu

La police municipale de Faa'a a été alertée hier soir à 17 heures par un départ d'incendie sur les hauteurs de Oremu. Le feu s'est déclaré à partir d'un tas de broussailles et de feuilles de bananiers sur un terrain situé derrière un local poubelle. Les gendarmes de la brigade territoriale de Faa'a ont établi une fois sur place que le feu provenait des broussailles d'un barbecue mal éteint, déversées sur le tas de broussailles. Les pompiers ont rapidement circonscrit l'incendie et une heure plus tard le feu était maîtrisé.

UNIVERSITÉ

Les inscriptions continuent

La deuxième vague d'inscriptions à l'université de la Polynésie française a débuté mercredi matin. Tous les étudiants munis de leur dossier d'inscription ont pu s'inscrire. 1 237 étudiants sont déjà inscrits, dont 498 pour la filière Droit, Économie-Gestion, 348 pour la filière Sciences-santé et 391 pour la filière Lettres, Langues et Sciences humaines.

La tendance de cette rentrée 2011 montre donc une forte demande en licence d'économie-gestion et en première année de médecine. Dans les prochains jours, les horaires des inscriptions sont les suivants :

- Aujourd'hui : de 7 h 30 à 14 heures
- mardi 16 août au jeudi 18 août : de 7 h 30 à 15 heures
- vendredi 19 août : de 7 h 30 à 14 heures
- mercredi 24 août au jeudi 25 août : de 7 h 30 à 16 heures
- vendredi 26 août : de 7 h 30 à 14 heures

Attention : les étudiants s'inscrivent en master 1 (Droit des activités économiques, Langues et civilisations polynésiennes, Histoire et Mathématiques-informatique) ont jusqu'au 19 août inclus pour s'inscrire. À cette date, le seuil d'ouverture de master, fixé à 12 élèves par formation, devra être atteint pour que le master 1 soit effectivement dispensé à l'UPF.

Pour plus d'informations : www.upf.pf

